

MOHAMED BEN AHMED DIT COMMANDANT MOUSSA

Une figure oranaise, une figure nationale

Par Benamer Medi ne (*)

A la mémoire de Fatima-Zohra Ben Ahmed assassinée quatorze ans le 25 mai 1957. M'dina Jilida d'Oran par les gardes territoriaux parce que son père, le commandant Moussa, tait au maquis.

Des questions majeures et répétées que se posent toujours et encore les Algériens sont celles : comment remonter le temps, comment se réapproprié l'histoire et retrouver la trace mnésique qui est le retour de l'oublié ? Comment procéder à une élucidation du passé capable de rendre intelligible le présent, de lui donner du sens et de permettre aux Algériens de vivre ensemble, de vivre mieux ?

A travers la vie de Mohamed Ben Ahmed, c'est un récit historique qui se construit ; une mémoire qui se situe dans le temps en mouvements oscillatoires entre le «je» et le «nous», entre des «noms» de personnalités et de partis politiques, entre le peuple, le citoyen et le monde...

La biographie de M. Ben Ahmed que nous présentons dans ce texte ne relève pas du récit de vie au sens littéral du terme. Il ne s'agit pas des «Mémoires de Mohamed Ben Ahmed», ici transcrites et condensées telles que formulées par lui, mais d'extraits et d'analyses des discussions que nous avons eues, lui et moi, entre décembre 1984 et septembre 1985. Le commandant Moussa se refusait à l'usage exclusif du «je» tout en parlant de mémoire et en citant des historiens professionnels ou amateurs pour réfuter, approuver, nuancer, réinterpréter tel ou tel fait. Il se refusait à situer et à préciser son rôle dans une situation donnée tout en laissant entendre qu'il en était acteur. Son acte, même décisif, n'avait d'importance que le résultat de l'événement. Il aimait dire avec son air narquois : «Comment pourrais-je dire que je fais l'histoire, alors que je suis encore dans le présent, alors que je ne suis qu'un homme au milieu de millions d'autres hommes tout aussi importants que moi ? Même un roi sans son royaume ne peut faire l'Histoire !»

De sa passion pour l'histoire, l'humilité n'est jamais absente. Le culte du héros l'excédait ou le faisait rire. Il avait un mépris cinglant à l'égard des menteurs et un humour à la Talleyrand pour les «moi je... moi je» et autres imposteurs.

Sa trajectoire personnelle peut être tracée, datée et située à différents moments et lieux. Il détestait l'approximation ou la litote quand il s'agit d'histoire. Ce qui est ici essentiel dans son discours, c'est la représentation qu'il donne de la succession, de la corrélation et de l'effet de ces différentes séquences sur la durée historique. Il ne procède pas par dissimulation volontaire, mais plutôt par ellipse ou par image quand il s'agit de lui, de sa famille, de son père, de sa mère ou de ses amis. Quand une question est pointée sur un fait intime précis, la réponse est aussi précise, déconnotée, débarrassée de tout commentaire anecdotique.

Ce qu'il faut souligner — et c'est là un point crucial —, c'est que le commandant Moussa s'est séparé de son passé militant comme héritage, moyen et possibilité d'une carrière politique. Il est libéré de prison en 1967 où l'avait enfermé Ben Bella en 1964. Sa

visite à Aït Ahmed dans les maquis n'a jamais été un signe de ralliement ni d'adhésion au FFS. Il recherchait à constituer une alliance démocratique capable de renverser les rapports de force au sein du BP du FLN et à l'Assemblée nationale. Pour lui, la guerre était finie et les temps étaient désormais venus pour célébrer et vivre la libre expression des gens. Cette rupture le libère en quelque sorte d'une revendication de légitimité historique et de capital symbolique pour réaliser une vocation politique et participer au partage du pouvoir. Pour lui, le seul moyen d'accéder à une fonction de pouvoir passe par le jeu démocratique et les compétitions électorales et les valeurs et l'éthique des temps de guerre deviennent des valeurs et une éthique citoyennes.

Le rapport au passé n'est plus pour lui hypothéqué ou parasité par des stratégies d'accès aux sphères dirigeantes. L'acteur, le témoin et le narrateur ne sont plus dissociés sinon mentalement par les jeux et la mémoire et ceux du langage. Le commandant Moussa n'a pas été homme de compromissions et de clientèle ni homme à courber l'échine. Pour lui, l'indépendance de l'Algérie pouvait et devait signifier non seulement la libération juridique mais aussi et surtout la citoyenneté et les libertés pour tous les Algériens. Ces idées lui vaudront la géolite et nous permettent aujourd'hui de comprendre pourquoi le destin politique national de cet homme de qualité, de cet homme libre est demeuré un destin inachevé.

Contrairement à la majorité des militants du mouvement national qui ont accédé au sommet de la hiérarchie de l'ALN, donc de la sphère réelle du pouvoir qui va structurer l'Etat, Mohamed Ben Ahmed d'abord connu sous le pseudonyme de lieutenant Mourad (1957-1959) puis sous celui du commandant Moussa, n'est pas un radical ni un activiste au sens donné à ce type de militant par les historiens du mouvement de libération nationale. Il n'a jamais été adhérent au PPA ni par voie de conséquence à l'Organisation spéciale (OS) qu'ont dirigée successivement pour l'Oranie Ahmed Ben Bella et Hamou Boutléfis. Il ne rejoint le MTLD qu'en 1953 au moment où cette organisation va rentrer dans la phase ultime de sa crise à l'issue de son congrès d'avril 1953 qui provoque à la fois un renversement de la tendance par la suprématie des modérés sur les radicaux et un processus irréversible de dislocation. La forme de sa vie militante est à l'opposé de celle de Hamou Boutléfis, d'un Zeddour Kacem, d'un Hadj Ben Alla, d'un Mohamed Nekkache ou de celle d'un Souyah Hourai... qui furent ou sont ses amis ; qui appartiennent à sa génération et qui habitent et évoluent dans la même cité : Oran.

Il y a entre eux un élément distinctif primordial dans les modalités d'accès et d'activité dans le politique. Chez M. Ben Ahmed le processus militant est discontinu non pas par arrêt et retrait, mais par déplacements successifs qui le conduisent de la configuration islamiste (1940), à l'UDMA (1947), au MTLD (1952), au FLN (1955) et enfin à l'ALN (1956). Il y a ici tout un réseau de correspondance entre les formes de conscience politique de M. Ben Ahmed et les formes d'extériorisation de cette conscience face aux réalités de la vie sociale et politique

oranaise et nationale et face aux projets des organisations nationalistes. M. Ben Ahmed est né le 2 juillet 1920 à Oran, d'une famille installée dans cette ville depuis trois générations.

Mohamed Ben Ahmed appartient à une catégorie d'Algériens relativement privilégiés qui le situe, par familles interposées, dans l'espace social oranaise du côté de l'autorité coloniale, son père est brigadier de police depuis 1916 et son oncle est inspecteur dans le même corps. Son cadre de vie est confortable même s'il est situé dans le quartier périphérique de Lamur. Il est l'aîné de quatre enfants. Sa mère meurt en 1927, son père se remarie avec la sœur de sa défunte épouse de laquelle il divorce deux ou trois ans plus tard pour ne plus se remarier.

Il suit une scolarité normale au Collège Ardaillon achevée par l'obtention du diplôme de fin d'études. Il est nommé instituteur en 1939, année où son père meurt dans un accident et dans l'exercice de ses fonctions à l'âge de 55 ans. L'héritage paternel n'est pas utilisé par le jeune Ben Ahmed comme faire-valoir auprès de l'administration coloniale ou pour tenter une «assimilation» dans les sphères sociales et politiques européennes. Le seul usage qu'il en fait après le décès de son père est de demander à la préfecture — sans résultat — une patente de commerce de tabac et de librairie en 1940 après avoir renoncé à la car-

Pour lui, le seul moyen d'accéder à une fonction de pouvoir passe par le jeu démocratique et les compétitions électorales et les valeurs et l'éthique des temps de guerre deviennent des valeurs et une éthique citoyennes.

rière d'enseignement qui l'obligeait à quitter la ville pour un poste dans le pays profond.

Le 10 juillet 1940, la Constitution de 1875 est abrogée et Pétain devient chef d'Etat français le 16 juillet de la même année. L'ordre nouveau accentue les discriminations envers les musulmans et les juifs. Le haut clergé d'Algérie, la presse et l'administration coloniales par la voie du gouverneur Le Beau, adressent un message de dévouement au maréchal Pétain.

Le 7 octobre 1941, les juifs perdent leur citoyenneté par abrogation du décret Crémieux. Un second trait de caractère de nature culturelle et psychologique distingue M. Ben Ahmed des militants oranais qui vont organiser le mouvement national de la ville. Mohamed Ben Ahmed intériorise les valeurs humanistes propagées par l'école de la Troisième République. Il lit et se passionne pour l'Histoire, il se rapproche des lettrés et suit le mouvement islamiste non pas par conviction idéologique, mais par pragmatisme. En 1940, le PPA et le PCA sont interdits et leurs directions et principaux militants sont arrêtés ou recherchés. H. Boutléfis tente de le recruter et de l'entraîner dans la clandestinité du PPA. C'est sous l'inspiration et la conduite de son condisciple Belhallaoui et des sages que sont les cheikhs Tayeb El Mehadjri, Zemmouchi, Saâd El Hachemi, Zahiri qui en ces années rayonnent sur la

ville et la région oranaise, qu'il s'initie au travail politique à travers des actions culturelles pratiques. Contrairement au travail, souterrain du PPA, dissout en septembre 1939, les Oulémas sont considérés par M. Ben Ahmed comme des gens réalistes et pratiques. L'attraction qu'exercent sur lui les animateurs du reformisme religieux est motivée, d'un côté, par leurs positions sociales et leurs qualités intellectuelles et, de l'autre, par les initiatives qu'ils prennent notamment en créant des écoles, des cercles et des associations dans les quartiers musulmans.

La ligne de démarcation qu'il trace entre le PPA interdit et clandestin et les oulémas n'est pas fondée sur une position idéologique mais sur un choix basé sur le bon sens et son appartenance sociale aux contours encore imprécis et qui regroupe des lettrés, des fonctionnaires et des commerçants. D'ailleurs, il n'est pas étonné de voir dans la mouvance islamiste des hommes tels que Souiyah, Dellal, Metahri ; ces derniers rejoignant d'ailleurs le PPA dès 1943, et retrouvant ainsi des militants PPA un peu plus jeunes, tels que Kahloul et Mazouni. Ce que constate Ben Ahmed en ce début des années 1940 dans la cité oranaise, c'est une situation sociale tendue, une misère atroce et un resserrement de l'espace du travail politique. L'extension du PPA, organisé à Oran en 1939, est bloquée à la fois par son interdiction, les lois d'exception et la dispersion de ses militants arrêtés et mobilisés dans l'armée française.

Ce qui prime pour lui — et cette idée l'oppose à son ami Boutléfis — ce n'est pas de répandre par la propagande ou l'activisme les idées du nationalisme et de l'indépendance, mais d'organiser le nationalisme pour préparer l'indépendance. Ce principe lui paraît d'autant plus juste que la compétition entre les différentes formations politiques, en cette période de guerre, n'apparaît plus comme objectif décisif. Cette attitude d'apparente réserve est en fait une attitude de rationalité face à une réalité aux enjeux mondiaux qui débordent la question nationale.

Cette attitude va se manifester une seconde fois en 1946-47 lors de la création simultanée de l'UDMA et du MTLD et du retour légal du PCA par son adhésion à l'organisation que dirige Ferhat Abbas. Là aussi, ce qui fait sa décision, c'est d'une part le refus manifeste de l'activisme et du romantisme révolutionnaires qui agitent les milieux nationalistes du PPA.

Ce que retient en mémoire Mohamed Ben Ahmed, c'est que la question nationale est internationalisée sinon de juré du moins de facto dès 1943. Et c'est à Ferhat Abbas qu'en revient l'initiative. Le memorandum que présentent les notables algériens conduits par Abbas est simultanément remis au général Giraud et au général Murphy qui commande les forces américaines en Algérie. Cette internationalisation de la question algérienne est, bien entendu, restrictive et aléatoire parce que l'Algérie n'est pas sujet à part entière dans les débats mais objet stratégique dans la nouvelle configuration géo-politique du monde qui sera fixée à Yalta. En 1946-1947 Mohamed Ben Ahmed est déjà un commerçant prospère. La présence américaine à Oran a libéré les Algériens et les juifs des lois d'exception et a fait de son port l'un

des plus actifs de la Méditerranée. Il fait un bref passage dans l'armée française après son ordre de mobilisation en 1943. Il est affecté dans une unité administrative puis dans une compagnie en partance pour l'Italie. Il déserte sans être inquiété et recherché tant la confusion était grande dans la reconstitution de l'armée française, d'abord vaincue puis divisée et morcelée. La confusion ne concerne pas seulement la restructuration des forces armées en Algérie, mais agit aussi fortement les sphères dirigeantes françaises de Vichy, de Londres ou d'Alger. Entre 1942 et 1944, quatre gouvernements généraux se succèdent à Alger : Giraud, Chatel, Peyrouton, Catroux. Un gouvernement provisoire de la France dirigé par De Gaulle s'installe à Alger jusqu'en août 1944. Dès 1944, De Gaulle cherche à rassurer, mais aussi à contrôler les dirigeants politiques nationalistes. Sa démarche vise avant tout la reprise en main de l'Algérie dans le cadre strict de la souveraineté française contre toute forme de protectionnisme anglo-américain et contre toute prétention à l'indépendance. Par l'intermédiaire de Catroux, porteur de projets de réforme, De Gaulle verrouille la question algérienne dans une grille strictement juridique et soumet ses intentions aux différents chefs nationalistes : Cheikh Ibrahim pour les Oulémas, Messali pour le PPA et Ouzegane pour le PCA. Selon Ben Ahmed, De Gaulle cherche à disqualifier F. Abbas et Sayah Abdelkader pour avoir pris des contacts avec Murphy. Ils seront mis en résidence surveillée dans le Sud oranais de septembre à décembre 1943. L'ordonnance du 7 mars 1944 abroge le code de l'indigénat et accorde la citoyenneté française à 60 000 Algériens.

Pour Mohamed Ben Ahmed les mesures prises par De Gaulle sont positives, mais produisent en même temps une immense illusion. Pour lui, De Gaulle s'est trompé d'époque et s'est trompé sur le sens et le contenu du concept de citoyen. Ce qui est maintenant unanimement revendiqué par les Algériens avec quelques nuances d'une formation politique à une autre, c'est la citoyenneté algérienne. Il s'agit bien d'une illusion dans le sens où ni l'autorité des alliés ni celle du CFLN (De Gaulle) n'ont entamé encore moins neutralisé la puissance des représentants de la colonisation dont certains d'entre eux ont été compromis avec l'ennemi qu'ils ont publiquement, moralement et économiquement aidé.

Après un repli et un silence prudent entre novembre 1942 et août 1944, ils réapparaissent sur la scène publique avec les habits neufs du patriote français. Ils vont maintenant traquer l'ennemi intérieur : le nationaliste algérien. L'analyse qu'opère M. Ben Ahmed de cette période charnière est aussi concise que pertinente parce qu'elle ne s'arrête pas au constat, mais devient des interrogations face à deux types d'illusion.

- Celui qui découle de la stratégie de De Gaulle fondée sur un réformisme par le haut, modulé et contrôlé dans une loi cadre.

- Celui des AML, obligé de taire les conflits internes et de se positionner par rapport au projet gaulliste.

(A suivre)
B. M.
(*) *Universitaire, chercheur*